



Communiqué pour la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie, le 15 mars 2023

L'année dernière, l'ONU a choisi de faire du 15 mars la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie, dans un contexte international d'exacerbation de la haine touchant les personnes de confession musulmane. La rhétorique islamophobe semble en effet imprégner de plus en plus profondément et durablement les discours médiatiques et politiques de divers contextes nationaux, légitimant les actes de violence et de discrimination les plus violents à l'égard des musulmans et des musulmanes, ainsi que des institutions qui défendent leurs droits.

La date du 15 mars n'est pas anodine. Il y a quatre ans, le 15 mars 2019, 51 personnes de confession musulmane ont été brutalement assassinées lors de deux fusillades consécutives qui ont visé deux mosquées de la ville de Christchurch en Nouvelle-Zélande. Les victimes - parmi elles, de jeunes enfants de 3 ans, des personnes âgées de 77 ans - étaient venues se recueillir dans un lieu destiné à la prière et à l'adoration. L'assaillant, Brenton Harrison Tarrant, un suprémaciste blanc islamophobe, tenant de la théorie du grand remplacement, n'a pas vu devant lui des personnes humaines, mais des envahisseurs à abattre.

Cette déshumanisation des musulmans par les tenants du « complot islamiste » ne se limite pas aux convictions de quelques extrémistes nazis : elle est aujourd'hui omniprésente en Europe. Les attentats de Christchurch ne l'ont en rien affaibli et elle continue d'être portée par des décideurs politiques, des essayistes, des universitaires, qui légitiment et renforcent les attaques contre les individus et communautés de confession musulmane.

Outre la commémoration d'un événement d'une violence inqualifiable, cette Journée internationale de lutte contre l'islamophobie doit également être l'occasion de créer des initiatives de promotion de la cohésion sociale, propres à faire front contre les tentatives de morcellement de la société, dont l'islamophobie participe. Face à cette montée de l'islamophobie, il est en effet de la responsabilité de chaque État, de chaque institution internationale, de chaque organisation, de sensibiliser l'opinion publique sur les dangers de la haine qui cible les musulmanes et les musulmans et de s'organiser pour lutter efficacement afin de garantir les droits et libertés de toutes et tous, quelle que soit sa religion.

Le 15 mars 2023

CCIE